

## **SIGNIFIANCE ET IMPACT SOCIAL DES PREMIÈRES ŒUVRES SALÉSIENNES AU CONGO BELGE. LE CAS DES ÉCOLES SALÉSIENNES D'ÉLISABETHVILLE (1914-1920)**

MARCEL VERHULST \*

### *Abréviations*

AAL	Archives de l'Archidiocèse de Lubumbashi
AE	Archives du ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles (Belgique)
ASA	Archives de l'abbaye Saint-André, Bruges (Belgique)
ASC	Archives salésiennes centrales, maison généralice de la Congr. salésienne, Rome
AZS	Archives de la Commune (zone) de Sakania, Congo
CSK	Archives du Comité Spécial du Katanga, Lubumbashi
SFS	Archives salésiennes du Collège Saint-François-de-Sales, Lubumbashi

Notre but est de faire un premier sondage concernant la signification et l'impact social des salésiens de Don Bosco après l'implantation de l'œuvre salésienne au Congo.

Entre 1911-1914, deux écoles officielles furent confiées par l'Etat aux salésiens: une école primaire pour les blancs, et une école professionnelle pour les noirs. Entre 1914 et 1920, les salésiens ouvrirent un poste de mission à Kiniama avec une école préparatoire (1916), une école primaire pour adultes dans la Cité noire d'Elisabethville (1917), et une ferme-école à Kafubu (1920).

Dans cette communication, nous focalisons notre attention sur l'organisation des activités scolaires pour la population noire que les salésiens se proposaient de développer à Elisabethville entre 1914 et 1920, et sur l'impact probable de ces activités sur les destinataires (jeunes et adultes) et sur le milieu environnant.

### **1. Le premier développement de l'école professionnelle d'Elisabethville**

En juillet 1917, le Père Sak estimait que l'école professionnelle avec ses quatre ateliers majeurs – la menuiserie et les scieurs de long, la mécanique, les tailleurs, la cordonnerie – se portait bien: sa population avait augmenté (elle avait atteint 105 élèves) et le progrès dans les métiers était marquant. Ce grand nombre et les frais qui en découlaient ne devaient pas effrayer le Gouvernement, disait-il,

\* Salésien, professeur d'histoire et de spiritualité salésienne al Theologicum St François de Sales à Lubumbashi (République Démocratique du Congo).

car l'école fournissait un travail «assez rémunérateur» qui serait triplé l'année suivante quand on aurait les machines-outils promis. Une école professionnelle, selon lui, devait s'ajuster au maximum au niveau technique exigé dans les entreprises établies au Katanga et il notait que l'atelier le plus rémunérateur était celui de la menuiserie où l'on avait réussi à faire des ameublements complets et même de luxe: «grand nombre d'élèves sont à même de faire leur armoire, une chaise, une table, une porte».<sup>1</sup>

Il regretta fortement le manque d'une salle de dessin parce qu'il était convaincu que la réussite et l'achèvement complet de l'école professionnelle exigeait certainement le développement des cours de dessin technique. Cette salle qu'il voulait spacieuse aurait pu servir, en même temps, de salle d'exposition pour les exercices et les travaux exécutés par les élèves. Ainsi, un jury d'examens aurait pu apprécier ces travaux. Il semble que, peu de temps après, c'était chose faite et que ce jury a commencé à fonctionner dès 1918.

Le Père Sak rêvait de fonder une imprimerie. Déjà au début de la présence salésienne à Elisabethville, huit mois après son arrivée au Congo, donc en 1912, il semble avoir écrit à ce sujet au directeur général du Ministère des Colonies, Mr Kervyn.<sup>2</sup> Cinq ans plus tard, le projet n'était toujours pas réalisé. En 1917, le gouverneur général du Congo fit savoir au gouverneur du Katanga que le projet du Père Sak de créer un atelier de reliure et d'imprimerie à Elisabethville était encore prématuré. Il prétextait qu'il y avait déjà des écoles d'imprimerie dans d'autres villes du Congo (à Stanleyville et à Lusambo) et que cela pouvait largement suffire pour les besoins du pays. Il ajoutait que, pour cette profession, il n'y aurait d'ailleurs pas de débouchés suffisants. Le Père Sak, piqué au vif, réagit énergiquement en disant que les décisions étaient déjà prises à Bruxelles depuis 1913, et qu'il ne s'agissait pas de regarder ce qui se faisait autre part au Congo, du moment qu'il s'agissait de «développer toutes les industries au Katanga».<sup>3</sup> Son projet pour compléter l'école existante pourra enfin aboutir en 1919, grâce à sa ténacité.<sup>4</sup>

Quel impact la fondation de l'imprimerie a-t-elle eu ? Difficile à savoir. Un fait mérite d'être cité en tout cas. Antoine Munongo, le chef coutumier influent de la tribu des Bayeke, fut le premier apprenti typographe de cette école.<sup>5</sup> Ce chef a joué un rôle important dans la suite de l'histoire du Katanga, notamment pen-

<sup>1</sup> Rapport 1917 : ASL A-39 Premiers rapports.

<sup>2</sup> Sak à Kervyn, Elisabethville, s.d., mais il y a quelque indication : « voilà 8 mois que nous sommes ici » : AE M-619 *Départs et rentrées* ; et : « On m'a fait sentir aussi la nécessité de créer une imprimerie, mais cela nous est impossible pour le moment. Qui trop embrasse mal étreint ! » : en ASL B-14.

<sup>3</sup> Henry au gouverneur du Katanga, Baron de Renette de Vilers, Boma, 13 août 1917 : ASL A-112/1 *Correspondances et rapports annuels*.

<sup>4</sup> Selon le *Bulletin salésien* (belge), 5 (1961) 8.

<sup>5</sup> D'après Denis Musenge, qui fut un temps président des anciens élèves de don Bosco au Congo, lui-même étant un ancien de cette ancienne école professionnelle de la ville : cf *Rayons* 18/3 (1962) 5-6.

dant les négociations de l'indépendance du Congo en 1960. Par ses origines et sa formation reçue chez les salésiens, il appartenait à la première intelligentsia katangaise. Sa reconnaissance pour la formation reçue chez les salésiens sur tous les plans est d'ailleurs restée très vive chez lui tout au long de sa vie.

## 2. Quelques éléments de l'organisation et du fonctionnement de cette école

Quelle place y tenait l'enseignement théorique? Le Père Sak avouait que son niveau n'était pas très élevé: il était toujours donné après les heures de travail, mais il avait permis à la grande majorité d'apprendre à lire, à écrire et à calculer. Son point de vue était non seulement qu'il fallait toujours combiner la théorie et la pratique ensemble, si on voulait intéresser les élèves, mais qu'il ne fallait pas viser plus haut que d'en faire de bons ouvriers. Dès lors il lui semblait que «le meilleur et suffisant»<sup>6</sup> était que l'enseignement théorique fût directement au service de l'enseignement pratique. D'ailleurs, c'était sa conviction que, pour l'indigène, la théorie ne disait rien si elle n'allait pas de pair avec la pratique.

Aussi dans l'usage des langues, il fallait selon lui partir de la psychologie de l'indigène. Ainsi, les matières chez les salésiens étaient enseignées dans les deux langues indigènes les plus parlées sur place: le kibemba, langue des tribus du Sud-Katanga, et le kiswahili, la langue véhiculaire la plus utilisée au Katanga parmi la population noire, que l'administration belge considérait dès ce temps-là comme la langue la plus importante de l'Afrique centrale. Le Père Sak donnait comme motif: «la langue indigène est indispensable: [elle est] le fondement de l'enseignement». Il ne trouvait pas qu'il valait mieux tout enseigner à partir d'une langue internationale (le français, dans notre cas), comme certains le préconisaient en disant que c'était dans l'intérêt des noirs. Il donnait comme argument que non seulement il était plus facile de commencer à apprendre à lire et à écrire dans sa propre langue, mais que la langue européenne devait toujours être «confrontée avec leur propre langue pour qu'il la saisissent». D'autre part, il trouvait opportun d'enseigner les termes techniques en langue européenne, puisque ce serait très difficile en langue indigène. Aussi ne trouvait-il aucun inconvénient, ni politique ni autre, à l'enseignement d'une langue européenne. Effectivement, il paraît que les salésiens apprenaient aussi aux grands élèves le français, langue officielle de l'administration coloniale et langue véhiculaire principale des colons dans vie publique.<sup>7</sup>

Durant l'année scolaire 1918<sup>8</sup> se posait déjà le problème de l'abandon scolaire. Dans son rapport, le Père Sak révèle que plusieurs élèves désiraient quitter

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Sak, réponses au Questionnaire : AE M-645 Enseignement Généralités.

<sup>8</sup> Nous résumons quelques données des deux rapports conservés aux archives salésiennes : ASL A-39 : *Rapport sur les écoles officielles à Elisabethville (2<sup>e</sup> semestre 1918)* et *Rapport de fin exercice 1918*.

l'école avant la fin de leur apprentissage. Il signalait que les demandes d'ouvriers sortant de leur école ne faisait qu'augmenter tous les jours avec la reprise économique à la fin de la première guerre mondiale. Il arrivait de plus en plus que certains élèves quittaient avant d'avoir terminé leur cycle d'études pour aller s'embaucher quelque part soit pour gagner rapidement de l'argent, soit pour jouir d'une plus grande liberté. Souvent aussi, ils subissaient la pression de quelques «ndugu» (membres de la famille étendue) qui se trouvaient en ville et qui voulaient exploiter leurs capacités déjà acquises. Si on refusait d'accéder à leur désir, ils prenaient tout simplement la fuite. Selon le Père Sak, les autorités devaient obvier à cet inconvénient qui menaçait de devenir «très sérieux».

Il faut remarquer que, entre 1914-1920, les rapports officiels ont été élogieux sur le fonctionnement de l'école professionnelle, et cela résulte, à notre avis, non seulement des jugements positifs contenus dans les réponses des autorités administratives de l'Etat aux rapports annuels du directeur salésien de l'école, mais aussi de la permanence de relations cordiales entre ces autorités et les salésiens.<sup>9</sup> Par ricochet, ce climat de bonne entente suscitait l'appui des autorités pour l'expansion ultérieure des œuvres, notamment quand il s'est agi de fonder la ferme-école à Kafubu et une école préparatoire à Kiniamo.

Le vicaire apostolique du Katanga, Mgr Jean de Hemptinne, bénédictin, en général très critique dans son attitude envers l'ambitieux Père Sak et l'expansionnisme salésien, dans une lettre adressée en 1920 au Recteur majeur des salésiens, Don Paolo Albera, s'est prononcé lui aussi très favorablement sur l'impact positif de l'école professionnelle d'un point de vue qui était le sien: celui de l'expansion de l'influence catholique en ville:

«[...] vous avez dans la Colonie, une superbe école professionnelle que je me réjouis d'avoir dans ma Préfecture [...]. Vos Pères accomplissent ici une œuvre digne des

<sup>9</sup> A titre d'exemple, ces lignes dans la *Monographie des missions salésiennes du Congo* : « 5 octobre 1919, fête de la première messe de nos deux nouveaux ordonnés, toutes les autorités de la Ville sont invitées [...]. Le Gouverneur du Katanga a tenu à être présent à la Grand'messe [...]. A midi un modeste banquet présidé par le Gouverneur, réunit à notre table les amis de la Maison ; toutes ces personnalités nous aiment et s'intéressent à nos œuvres ; ici en Afrique comme ailleurs l'œuvre de Don Bosco est synonyme de sympathie [...]. L'école professionnelle indigène a pris un tel développement que tous les étrangers de marque sont conduits à la visiter, c'est ainsi que le Gouverneur Général de l'Union Sud-Africaine, Lord Buxton, fut amené à passer dans nos écoles ». A la date du 22 juin 1921 : « Visite de Monsieur le Gouverneur Lippens à nos écoles, il est accompagné de Monsieur Olyff, directeur général au Ministère des Colonies à Bruxelles, et d'autres personnalités, tout est visité en détail et nos illustres Visiteurs se montrent très satisfaits : les résultats de cette heureuse visite ne devaient pas tarder à se manifester, l'école prend un nouvel essor ».

Et le lendemain, le 23 juin 1921 : « Monsieur le Gouverneur promet de faire construire une route qui nous permettra d'arriver plus facilement à la Ferme-Ecole Kafubu et dès le lendemain les prisonniers et la troupe sont au travail. Belle route de 15 mètres de large [...] » ; 15 août 1922 : « Distribution des Prix présidée par Monsieur le Gouverneur Général Rutten [...]. Le Gouverneur s'adressant aux Parents fait ressortir le dévouement des pères salésiens » (J. SAK, *Monographie...*, pp. 13, 16, 18).

enfants de Don Bosco. Grâce à leur emprise sur tout ce qui touche à l'enseignement professionnel et primaire, les tentatives que les Protestants ont faites d'établir ici des écoles similaires ont toutes échoué. C'est une œuvre féconde et conduite de main de maître».<sup>10</sup>

Dès lors, il n'est pas étonnant que le gouverneur du Katanga, le Baron de Renette, et Mr. Desan, le directeur provincial de l'enseignement, n'aient cessé de solliciter les salésiens à cette époque pour qu'ils acceptent d'autres écoles du même genre dans d'autres localités du Katanga (notamment à Kambove), en entreprenant eux-mêmes des démarches dans ce sens auprès du Ministère des Colonies à Bruxelles.

On sait aussi que le Père Sak a refusé la proposition du Gouvernement belge en invoquant l'argument qui était cher au vicaire apostolique, Mgr de Hemptinne: si on ne confie pas en même temps un poste de mission et une école dans une même localité – avec la possibilité de faire l'instruction et l'action religieuse auprès de la population environnante – l'ascendant d'une congrégation sur la population noire reste minime. Par contre, elle augmente considérablement quand une congrégation a en main les deux types d'œuvres.<sup>11</sup> Comme le vicaire apostolique n'était nullement disposé à céder aux salésiens une partie de son vicariat, le refus du Père Sak s'explique.

### 3. Remise en question de l'organisation de ces écoles et réponses données

Quand, après la guerre, en 1919, un «Comité régional» composé de commerçants, de directeurs de sociétés, et de médecins, prôna un retour à un enseignement laïque, mettant en question la valeur de l'enseignement salésien, et en parlant du coût excessif de cette école et du gaspillage de l'argent investi par le Gouvernement belge, le Père Sak ne paniqua pas. Devant cette accusation grave, il se défendit – sûr d'avance de sa cause – dans un long rapport qu'il adressa au gouverneur du Katanga.<sup>12</sup> Selon lui, l'honneur de la Congrégation salésienne avait été mis en cause devant l'opinion publique par des personnes malveillantes. Il faisait comprendre que, si le Gouvernement ne prenait pas la défense des salésiens, il n'avait qu'à confier l'enseignement officiel d'Élisabethville à des laïcs – comme le voulait ce Comité.<sup>13</sup>

En écrivant cela, le Père Sak savait évidemment que le Gouvernement était bien conscient qu'une école officielle professionnelle «laïque» allait lui coûter bien plus cher. Quant à l'accusation – qui avait quelque fondement – que peu

<sup>10</sup> ASC A 882 *Sakania*, De Hemptinne à Albera, 22 juillet 1920.

<sup>11</sup> Sak à de Hemptinne, s.l., 26 février 1918 : AAL 24 *Salésiens*.

<sup>12</sup> Il le pria d'en envoyer une copie au gouverneur général du Congo et au ministre des colonies.

<sup>13</sup> Sak à Tombeur, E'ville, 9 mai 1919 : ASL A-39 *Rapports sur les œuvres salésiennes*.

d'artisans à la sortie de l'école s'engageaient effectivement dans l'industrie de la ville, il répondit que, si seulement un quart<sup>14</sup> était allé s'embaucher dans l'industrie, la faute en était à attribuer à l'absence d'un «bureau de placement» – que le Gouvernement aurait dû créer – et à la rareté de l'emploi dans les premières années d'existence de la ville.<sup>15</sup> Puis, selon lui, les membres dudit comité avaient une vision trop étroite des choses: ils feraient bien mieux de se préoccuper du progrès des villages au lieu de penser seulement à la ville. Il avait signalé, à trois reprises, qu'on aurait pu utiliser ces élèves sortants dans les postes de l'intérieur où ils rendraient énormément de services. Ces élèves n'ayant pas trouvé tout de suite une place en ville, avaient malheureusement déjà quitté leur métier. Toutefois, selon lui «ce déchet de 77 ouvriers» ne pouvait pas être imputé à l'école.<sup>16</sup> Par ailleurs, concluait-il, cette situation était passagère, due à la guerre. Et, en 1919, sur 115 sortants de l'école, le nombre des placés en ville avait déjà atteint le chiffre de 88.<sup>17</sup>

Quant à la deuxième objection, le manque de formation de «clercs» connaissant le français et l'arithmétique pour être au service des entreprises comme petits employés de bureau, il estimait qu'en ce moment c'était au-dessus des forces des salésiens déjà bien surchargés de travail. Une école professionnelle était «inadaptée» pour réaliser cet objectif. D'ailleurs, fallait-il vraiment former des employés ? Il estimait que plusieurs de ses élèves-artisans avaient largement atteint un niveau d'enseignement, quant au français et à l'arithmétique, équivalent à ce qu'on voulait pour ces soi-disant «clercs» qu'on réclamait si fortement.<sup>18</sup>

Le rapport du Comité susdit avait aussi oublié, ajouta le Père Sak, que les salésiens avaient ouvert depuis 1917 une «école rurale» à la Cité indigène d'Elisabethville, qui d'après lui aurait bien pu être citée dans le rapport comme un modèle d'une formation générale accessible à un large public: 420 s'étaient inscrits, surtout des boys, des commis, et des militaires, donc surtout des adultes. Il trouvait que «ces classes données jusqu'au soir fort tard» valaient bien «la fabrication de certains clercs».<sup>19</sup> Cette école primaire officielle pour adultes, située dans la Cité indigène d'Elisabethville, avait été confiée par l'Etat aux salésiens en juin 1917.<sup>20</sup> Ce fut un franc succès dès le début. A l'ouverture, on comptait presque

<sup>14</sup> C'est-à-dire 27 sur 104 élèves sortants de l'école.

<sup>15</sup> Elisabethville, en tant que ville, était fondée seulement en 1910.

<sup>16</sup> Rapport, 9 mai 1919 : ASL A-39.

<sup>17</sup> Donc 77 + 11 de l'année en cours. Il attribuait cette forte augmentation d'emplois au nombre croissant d'entreprises depuis 1918.

<sup>18</sup> Rapport, 9 mai 1919 : ASL A-39.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Le Père Sak s'excusa auprès de son provincial, Don Scaloni, de ne pas l'avoir informé plus tôt de l'acceptation de cette œuvre, en disant qu'il ne s'agissait que d'un « détail » qu'il avait oublié de communiquer auparavant, bien que par après, il se plaindra que le personnel salésien était surchargé. A ses yeux, c'était une extension de l'œuvre déjà existante en ville (Sak à Scaloni, 15 novembre 1918 : ASL A-39 *Premiers rapports*).

500 inscriptions. Au programme il y avait le français, le calcul, et la religion. On faisait la classe, tour à tour, l'après-midi et le soir jusqu'à 19h00.<sup>21</sup> Un rapport de l'administration territoriale le confirme:

«Dès les premiers jours les indigènes y affluèrent en masse et si l'on avait pu accepter tous les aspirants je suis persuadé que chacun des 3 cours qui se donnent journalièrement aurait réuni aisément 200 élèves».<sup>22</sup>

L'Administration attendait un grand bienfait de cette institution vraiment populaire. Effectivement, en 1918, elle louait aussi bien les efforts des salésiens que ceux de l'église méthodiste épiscopaliennne,<sup>23</sup> pour «les excellents résultats» obtenus dans l'enseignement des noirs. Ils constatèrent que l'exiguïté de l'école de la Cité, confiée aux salésiens, avait empêchée d'accepter toutes les demandes.<sup>24</sup> Quant aux méthodistes, ils se hâtaient en cette année pour demander aux autorités plus de terrain pour construire leurs écoles.<sup>25</sup>

La contestation de l'engagement salésien dans les écoles officielles de l'Etat venait aussi d'un autre côté. Quand, en 1918, un nouveau projet de contrat fut proposé par le Gouvernement belge aux congrégations religieuses auxquelles il avait confié ses écoles dans le cadre légal de «l'enseignement officiel congréganiste», le vicaire apostolique d'Élisabethville, Mgr de Hemptinne, s'opposa vivement à un renouvellement de ce contrat par les congrégations religieuses. Comme on l'avait obtenu en Belgique, il voulait introduire partout au Congo, l'enseignement «libre et subsidié».<sup>26</sup> La raison principale en était qu'il craignait l'asservissement de l'Eglise catholique à l'Etat qui, tôt ou tard, aurait pu se servir de ces écoles pour se tourner contre l'Eglise. En prenant la direction de ces écoles, disait-il, l'Eglise favorise l'expansion d'écoles qui sont neutres au point de vue religieux, mais qui – plus tard, quand ces écoles seront bien développées – seront confiées par l'Etat à des instituteurs laïques, laissant l'Eglise les mains vides.

Quelle fut la réaction des salésiens ? Les salésiens acceptèrent la nouvelle convention de l'Etat, même si cela ne plaisait pas du tout à Mgr de Hemptinne.<sup>27</sup> Les avantages matériels n'étaient pas le seul argument. Selon l'argumentation de Don Scaloni et du Père Virion, et indirectement celle du Père Sak, la soi-disant neutralité de cet enseignement n'empêchait pas du tout de faire une véritable

<sup>21</sup> Joseph SAK, *Monographie des Missions salésiennes...*, [p. 11].

<sup>22</sup> AZS Rapports sur l'administration générale, territoire d'Élisabethville, folio 13.

<sup>23</sup> Avec le dynamique et fameux pasteur Rév. Springer.

<sup>24</sup> AZS Rapport trimestriel... Spruyt Henri, 1<sup>er</sup> octobre 1918, fol. 19.

<sup>25</sup> Sak à de Hemptinne, 26 février 1918 : AAL *Salésiens* 24 : « nous y avons actuellement 470 élèves [...] c'est du travail en plus mais c'est aussi un grand bien que nous pouvons réaliser car le brave Springer bâtit de tous côtés [...] ».

<sup>26</sup> On possède aux archives une copie de la lettre que le préfet apostolique du Katanga, Mgr de Hemptinne a envoyée à Don Scaloni, en mars 1919, avec ses remarques sur ce projet (de Hemptinne à Scaloni, 4 mars 1919 : AAL *Salésiens*).

<sup>27</sup> « Dans ces conditions, les réunions de Kisantu sont inutiles » : AAL *Diaire personnel de Mgr de Hemptinne*, carnet 11, 7 juin 1921.

évangélisation car, si l'Etat obligeait d'accepter les enfants sans distinction de religion, les salésiens pouvaient toujours donner l'instruction chrétienne à tous ceux pour lesquels les parents ne l'avaient pas formellement refusée. Bref, de l'avis unanime des supérieurs salésiens, abandonner en ce moment-là ces écoles officielles, c'eût été une grande erreur:

«[...] avec toute probabilité, [ces écoles] passeraient à quelque institution laïque, qui pour le moins s'occuperait de ses propres intérêts et certainement pas de ceux de la religion. Avec une telle largesse de moyens [accordée aux écoles officielles], au contraire, la Mission peut étendre toujours plus la zone de son influence bénéfique». <sup>28</sup>

Le Père Virion, pour sa part, donnait un motif supplémentaire: s'il était vrai – comme le craignait Mgr de Hemptinne – que l'Etat avait l'intention de remplacer avec le temps les religieux par des laïcs dans les écoles officielles «congré-ganistes», cela ne se ferait que dans un avenir encore éloigné, et d'ici là les salésiens auraient quand même eu l'occasion de faire beaucoup de bien à travers ces écoles officielles. <sup>29</sup>

Quant au Père Sak, il avait l'occasion de revenir sur cette question, en 1919, dans son long rapport adressé au Gouvernement du Katanga où il contre-attaquait le rapport du «Comité consultatif de l'Enseignement» qui parlait de l'éventualité d'un enseignement laïque pour les enfants blancs:

«Pourquoi y serait-on opposé ? Un enseignement en vaut un autre, du moment qu'il est le fruit d'un dévouement de tout instant, et qu'aurions-nous à dire si on l'établissait ? Pour ma part, je ne pourrais que me réjouir de ce que l'enseignement prendrait une extension plus grande». <sup>30</sup>

Quant aux salésiens, il trouvait que, jusqu'en ce moment, ils avaient très bien respecté le principe de la «laïcité», compris par lui comme neutralité ou mieux «absence d'imposition» en matière confessionnelle, et qu'ils n'avaient rien à se reprocher sur ce point:

«Qui mieux que nous comprend la nécessité de ce fait dans une ville cosmopolite comme la nôtre ? Nous n'avons pas attendu les lumières des savants, et dès le début de l'école, il était annoncé au public que l'enseignement de la Religion était absolument libre ; ceci a été donné en connaissance au public par un avis officiel, et actuellement nous avons neuf enfants qui ne suivent pas le cours de Religion et qui n'en sont pas plus mal traités pour cela. Ceci aussi peut être examiné si l'on veut ! Pense-t-on qu'un enseignement laïque pourrait faire davantage ?». <sup>31</sup>

<sup>28</sup> ASC F 438, Gusmano à Munerati, Turin, 29 mars 1920.

<sup>29</sup> *Ibid.*, Virion à Ricaldone, Tournai, 3 mars 1920.

<sup>30</sup> Joseph SAK, *Rapport sur les écoles officielles dirigées par les Pères salésiens à Elisabethville, 9 mai 1919*, [p. 8] : ASL A-112/1 Correspondances et rapports annuels. - Le rapport du Comité date d'avril 1919.

<sup>31</sup> *Ibid.*



Sans complexe, il provoqua ainsi le Gouvernement à choisir son camp. Il en résulta que les instances gouvernementales prirent résolument la défense de l'organisation «congréganiste» de l'enseignement officiel confié aux salésiens. Par lettre, le ministre des colonies, Jules Renkin, se déclara d'ailleurs heureux de pouvoir transmettre au provincial des salésiens une appréciation très positive de la part du gouverneur du Katanga, qu'il voulait d'ailleurs citer littéralement:

«Ce rapport reflète exactement la situation existante, mais ce qu'il ne dit pas, c'est le zèle inlassable, l'activité et le large esprit avec lequel l'Abbé Sak et ses collaborateurs s'occupent de la mission qui leur est confiée».<sup>32</sup>

Le Père Sak ne pouvait pas désirer davantage !

### Conclusions

1. Dans la période que nous avons parcourue, nous constatons qu'il y a eu pas mal d'obstacles d'ordre politique et ecclésiastique qui ont freiné l'élan apostolique et l'action sociale des salésiens qui n'étaient pas les seuls maîtres du terrain apostolique à Elisabethville. Désirant dépasser le cadre étroit qui leur avait été fixé par l'Etat et l'Eglise dans le domaine de la formation professionnelle et scolaire, ils ont su élargir graduellement le rayon de leur action.

2. Notre impression globale est que les salésiens au Congo ont visé le bien intégral de l'homme noir, tout en étant directement impliqués dans des activités d'ordre scolaire et professionnel. Prouver cela en détail aurait rendu nécessaire un exposé sur les nombreuses activités postsecondaires et parascolaires qui se sont développées dès les premiers temps.<sup>33</sup> En tout cas, l'ancienne pratique pédagogique et pastorale des salésiens au Congo nous semble bien illustrer l'application concrète de l'adage salésien classique: «évangéliser en éduquant».

<sup>32</sup> Renkin à Scaloni, Bruxelles, 4 juillet 1919 (avec la citation, entre guillemets, du paragraphe de la lettre du gouverneur au ministre) : ASL A-39 *Premiers rapports*.

<sup>33</sup> Les documents dans nos archives permettent d'affirmer l'essor de toutes ces activités.